

début du XIX^e siècle. Par exemple, au départ, la plus grande cave a été réalisée à partir d'une enclave à ciel ouvert existante entre deux grands dispositifs de contrebutements sur lesquels les constructeurs ont « simplement » établi une voûte en briques. C'est dans cette cave que trois sondages profonds ont été réalisés. Le premier a vu la découverte d'un large puits en tuffeau, comblé durant la seconde moitié du XVII^e siècle. Le second a permis de vérifier que l'implantation de chaque muraille ou système de contrebutement s'était faite dans les dépôts de lœss plutôt que sur la roche en place, d'où la stabilité toute relative des constructions dans tout ce secteur. Le troisième a confirmé l'existence du cimetière de la paroisse Saint-Michel (bien éloigné de l'église du même nom) sur une partie de la colline jointive avec les escaliers de la Montagne Saint-Martin. L'ensemble des sondages indique également l'existence d'un petit méplat naturel dans la pente d'origine, en arrière duquel les murailles médiévales sont venues s'implanter.

Enfin, sur la frange septentrionale du site, vers la rue Saint-Hubert, un examen détaillé du réseau de caves classées (et intégrées au projet de construction en cours) a révélé cinq groupes de graffitis : monogramme individuel ou corporatif, millésime, désignation nominative, paraphe... ces éléments s'entrecroisent permettant un meilleur défrichage de la chronologie de cet ensemble.



Angle nord-est de la tourelle d'escalier médiévale, dont le chaînage a été arraché, 2010.

L'année 2011 verra la poursuite du chantier, notamment via une évaluation archéologique de l'ancien rivage de la Sauvenière, en contrebas des éléments décrits ici.

Bibliographie

- VAN DER SLOOT P. & PIRSON S., 2011. Liège/Liège : fouilles préventives sur le site paléolithique moyen de la Cour Saint-Hubert. *Chronique de l'Archéologie wallonne*, 18, p. 111-114.

Liège/Liège : du manuscrit au disque dur. L'historiographie liégeoise au travers des registres aux œuvres des Echevins de la Souveraine Justice

Sylvie BOULVAIN, Geneviève COURA et Alain MARCHANDISSE

De 2004 à 2009, le Service de l'Archéologie (Direction de Liège I, SPW), avec le soutien de la Division devenue depuis lors Département du Patrimoine, a cogéré un programme de recherches financé par le Fonds de la Recherche fondamentale collective (FNRS/FRFC 2.4544.04F) avec dans un premier temps (2004-2007) les Archives générales du Royaume et le Département des Sciences historiques de l'Université de Liège, ensuite (2008-2009) avec cette seule dernière institution. Le financement se résumait en l'octroi d'une bourse destinée à rémunérer un chercheur, historien, à temps plein. Ce programme a consisté en la création d'une base de données informatique fondée sur le dépouillement des registres

aux œuvres des Echevins de la Souveraine Justice de Liège, juridiction suprême qui, au civil, agissait notamment comme cour foncière. Ayant atteint le nombre de mandats maximal autorisé par le FRFC, le Service public de Wallonie a décidé, en 2010, d'octroyer au Département des Sciences historiques de l'Université de Liège une subvention afin de poursuivre ce programme de recherches pendant six mois et demi.

Genèse du programme

Force est de constater que l'histoire urbaine médiévale et moderne de Liège est très peu étudiée. Le programme de recherches

est donc né d'une constatation malheureusement récurrente pour l'historiographie liégeoise en général et pour la recherche historique sur le tissu urbain ancien de la cité tant dans sa topographie que dans son organisation spatiale, sociale ou économique en particulier : une incapacité à pouvoir utiliser valablement l'une des sources fondamentales pour ces domaines : les *œuvres* de ce tribunal scabinal liégeois. D'où, chez les historiens, un abandon systématique de toute étude dont la qualité des résultats doit nécessairement passer par le dépouillement, page après page, desdits registres.

Cette riche collection de documents originaux (1 750 registres, couvrant la période 1409-1797, contenant chacun environ 400 folios soit ~750 actes) reprend des contrats impliquant des opérations translatives de droits réels entre vifs (ventes, locations, donations, échanges, successions, hypothèques...) et forme, à ce titre, l'ancêtre de l'actuel Enregistrement. Néanmoins, l'exploitation de cette documentation précieuse était, jusqu'il y a peu, rendue difficile et pour ainsi dire infructueuse faute de clé d'accès, compte tenu de l'absence de table toponymique ou onomastique permettant de s'orienter valablement dans cette masse de documents. La problématique fut relancée lorsque les recherches archéologiques furent inscrites, en 1999, dans la gestion des certificats de patrimoine. L'archéologie des élévations, appelée « archéologie du bâti », souvent couplée à celle du sous-sol, étant admise comme condition préalable à de quelconques restaurations, aménagement ou transformation, reconnu de facto l'utilité et la nécessité de réaliser conjointement des études historiques en archives afin de documenter non seulement l'évolution intrinsèque des bâtiments étudiés, mais aussi de saisir le contexte général dans lequel ceux-ci ont été édifiés. Si cette nouvelle démarche, suscitée par l'archéologie, pouvait constituer une aubaine pour raviver l'intérêt envers la recherche sur le tissu urbain ancien de Liège, la solution pour y parvenir restait indéterminée. C'est sur la base de ce constat, et avec la volonté de faire aboutir des études unissant histoire et archéologie urbaine que le projet de créer un outil informatique autorisant enfin un accès analytique aux *œuvres* des échevins fut élaboré.

Le programme de recherche : création et utilisation de la base de données

L'entreprise vise donc à créer l'équivalent des répertoires d'hypothèques actuels,

clé d'accès et de navigation à travers les registres pour atteindre de façon efficace et exhaustive les actes originaux utiles à une étude donnée.

Tous les actes originaux faisant l'objet d'une lecture complète, les champs du masque de saisie incluent le plus de renseignements possibles tout en évitant que l'encodage en soit un simple calque informatique, l'obligation pour le chercheur de retourner aux sources étant une priorité. Le support informatique retenu est File Maker Pro, logiciel réputé pour sa grande capacité de stockage des données et sa souplesse d'utilisation. Une fiche d'encodage reprend les informations de références à propos de l'acte analysé (numéro du registre, foliation, état de lisibilité, date et natures juridiques) puis, les principaux éléments relatifs aux parties en présence (nom, prénom, *cognomen*, domiciliation, statut social et/ou profession) enfin, les biens-fonds concernés par la transaction. Toute mention de biens immeubles est encodée, y compris, en ce sens, celles concernant les rentes grevant un immeuble, alors considérées en droit liégeois comme bien immobilier. Sont pris en compte les éléments d'ordre topographique (entités géographiques, lieux-dits, paroisses, quartiers et rues) et la situation précise du bien en rapport avec ses mitoyennetés (joindants) lorsque celles-ci sont remarquables dans le paysage (monuments, rivières, chemins...) ou présentant un caractère plus immuable (terres appartenant aux institutions ecclésiastiques ou à la noblesse). Enfin, sont retenus les détails les plus spécifiques (enseignes, état, anciens propriétaires...). L'on s'efforce d'éviter les erreurs d'encodage ; la recherche se révélera facilitée par l'uniformisation et la modernisation orthographiques des toponymes encore en usage de nos jours et des prénoms (ex. Flemal/Flemal(l)e = Flémalle ; C(K)at(h)arin(n)e = Catherine) et par la création de listes déroulantes au fur et à mesure de l'encodage pour tous les champs, hormis celui des noms de famille dont la graphie rencontrée est respectée. La conception de la base de données offre deux grandes clés de recherche. D'une part, celle par mot-clé quelle que soit sa nature et eu égard au fait que la rigueur orthographique ne requiert pas une rigidité absolue – le programme recherchant toutes les racines susceptibles de répondre à la question – s'effectue systématiquement dans tous les champs, rendant quasiment nul le risque de laisser échapper une information. D'autre part, le programme permet les combinaisons de recherches ouvrant dès lors des perspectives d'études plus larges. Enfin, chaque sélection émanant d'une interrogation simple ou combinée de la base de

données peut être enregistrée sur support informatique ou imprimée sur papier.

Résultats, acquis, diffusion

En 7 ans de dépouillement et d'encodage, ce sont les 142 premiers registres de la série, couvrant la période 1409-1540, soit un plus de 62 500 actes qui ont été analysés.

Conçu initialement dans le but d'étudier l'ancien parcellaire de la ville de Liège, le fichier informatique a rapidement offert à la recherche la possibilité d'investiguer dans de multiples directions jusque-là négligées par l'historiographie liégeoise médiévale et moderne. Et, à ce jour, le nombre d'actes encodés est assez significatif pour que son exploitation par des tiers puisse donner des résultats probants pour le ^{xv}^e et les premières décennies du ^{xvi}^e siècle.

Le Service de l'Archéologie de Liège (SPW), initiateur de l'entreprise, profite certes des apports de la base de données dans le cadre des études historiques menées parallèlement aux analyses archéologiques de bâtiments, en particulier celles inscrites dans la gestion des certificats de patrimoine. A ce propos, au départ du fichier informatique disponible en 2006, un premier essai de reconstitution schématique du tissu urbain médiéval du quartier où est implanté le « Seigneur d'Amay » s'est avéré des plus concluants (Coura, 2008). A l'issue de cette expérience positive, divers dossiers équivalents mais interrompus pour les raisons évoquées plus haut ont pu être rouverts, notamment celui de l'ancien couvent des frères Cellites dit « La Licorne ». Depuis lors, les différentes recherches archéologiques menées dans le centre ancien de Liège, achevées ou en cours, bénéficient d'une interrogation, parfois intensive, de la base de données et sont autant d'exemples prouvant l'utilité et l'efficacité de l'outil informatique créé. En effet, à plusieurs reprises, dans les bâtiments étudiés par les archéologues (Licorne, Seigneur d'Amay, Hôtels de Sélys et de Méan, Baar-Lecharlier...), ont été mises en évidence des phases de transformations radicales effectuées dans le deuxième quart du ^{xvi}^e siècle, récupérant non seulement en élévation des structures plus anciennes mais ne pouvant surtout se départir de fondations médiévales. Ces études de cas couplées, historiques et archéologiques, démontrent déjà que l'on peut enrichir, nuancer, corriger parfois, le dossier sur la reconstruction de Liège après le sac du Téméraire en 1468. Démultipliées, elles permettront, à terme, une comparaison des plus fructueuses des divers processus de reconstruction au sein des quartiers liégeois. Ainsi, chaque recherche historique,

mise en commun avec les champs d'investigations d'autres disciplines (Archéologie, Dendrochronologie, Histoire de l'Architecture, Histoire de l'Art, Urbanisme...) devient dès lors, comme ces dernières, un outil d'interprétation et de référence s'ouvrant à de plus larges perspectives. Et, la multiplication de ces lectures plurielles engendrées par l'interdisciplinarité constitue progressivement un référentiel qui aboutira à une meilleure connaissance du paysage urbain et de la structure socio-économique de la cité de Liège aux confins du Moyen Age et des Temps modernes. Cette problématique a été récemment exposée par Caroline Bolle et Jean-Marc Léotard, dans une communication intitulée *Dendrochronology and human behaviour. Experiences and results in the province of Liège (Wallonia/Belgium)* au colloque « Tree rings, Art, Archaeology » organisé à Bruxelles en février 2010 par l'Institut royal du Patrimoine artistique et le Royal Institute for cultural Heritage (actes prévus).

Les potentialités offertes par la base de données ne se limitent pas à l'étude du parcellaire ancien de Liège. Ce sont désormais les nombreux domaines de recherches spécifiques à l'Histoire urbaine qui s'ouvrent enfin à la Cité ardente. Ainsi, les travaux menés par Dr Alain Marchandise, Maître de recherches FNRS (ULg), s'insèrent dans cette dynamique. En effet, celui-ci a notamment eu recours à la base de données pour argumenter des propos développés dans deux conférences présentées aux Universités de Paris IV (Paris-Sorbonne) et de Cergy-Pontoise. La première lui a permis de démontrer que la noblesse liégeoise détenait de nombreux biens et immeubles dans l'espace urbain, ce qui renforce l'idée selon laquelle, à basse époque, bourgeoisie et noblesse formaient, à Liège, un groupe social sans grande césure ni disparité (Marchandise, 2010). Dans la seconde, il a pu, grâce à la base de données, nuancer la reconstitution du processus de reconstruction de la ville après le Sac de 1468, laquelle, retardée par les rivalités dynastiques qui découlèrent de la fin du régime bourguignon (1477), s'est prolongée dans un ^{xvi}^e siècle bien avancé (Marchandise & Coura, 2010).

A côté de ces différentes recherches, historiques, archéologiques et urbanistiques, qui devraient permettre de cerner, ensemble, l'évolution, la structure et la physionomie de l'espace urbain liégeois durant les Moyen Age et Temps modernes, au-delà des recherches traditionnelles portant sur la toponymie, le recensement des toponymes anciens que permet la base de données contribue également à enrichir l'inventaire archéologique de la Wallonie

par l'identification et la localisation des micro-toponymes en milieu rural. La mise en commun des connaissances permettra, en cette matière, d'améliorer la gestion du territoire et du patrimoine liégeois, à l'occasion notamment de la délivrance des permis d'urbanisme. Et bien plus loin que dans le cadre géographique de l'actuelle province de Liège puisque les compétences de la Justice Souveraine de Echevins de Liège s'exerçaient sur le territoire de l'ancienne Principauté de Liège, c'est-à-dire non seulement une grande partie du territoire liégeois actuel, mais aussi le Namurois, le Luxembourg et quelques parcelles du Hainaut.

Parmi les chercheurs extérieurs qui, à notre connaissance, ont utilisé la base de données pour enrichir leurs travaux, nous retenirons principalement les noms de Stanislas de Moffarts d'Houchenée qui réalise pour la Société royale des Bibliophiles liégeois, une monographie sur les Commissaires de la Cité, en particulier pour le volume 2 paru à la fin 2010, et Dr Henk Blaauw de l'Université de Radboud (Nimègue, Pays-Bas) qui s'est intéressé à une famille de peintres originaire de nos régions. Par ailleurs, des recherches sont possibles grâce au fait que le fichier informatique élaboré au cours des deux premiers mandats financés par le FRFC (2004-2007, registres 1-67, 1409-1508) est accessible sur le site des Archives générales du Royaume (http://demogen.arch.be/scabinatus_leodium/), ce qui multiplie les occasions d'utilisation sans que les concepteurs en soient informés. A ce propos, il est prévu de mettre bientôt en ligne la totalité de la base de données.

En terme de diffusion, le programme de recherches et certaines études qui en découlent ont été présentés lors de plusieurs journées d'échanges scientifiques (Journées d'Archéologie wallonne, Journées d'études Icomos, Journées mosanes, Journées d'études du Réseau des Médiévistes de Langue française...) la dernière en date étant celle de Leyde en janvier 2009 (Voets, 2009).

Pour conclure, nous pouvons affirmer que la base de données, de conception inédite en Belgique, répond pleinement aux attentes placées en elle au moment de son élaboration en 2004 : tenter de reconstituer l'ancien parcellaire urbain de Liège et par ce travail titanesque, mettre enfin à la disposition des chercheurs une volumineuse documentation d'archives manuscrites qui, par manque de clé d'accès, n'était pas utilisée dans sa pleine mesure. Les perspectives d'avenir se révèlent potentiellement très riches. Celles-ci concernent indubitablement l'historiographie liégeoise. Outre une

étude du parcellaire, d'autres sujets touchant à l'histoire démographique (répartition de la population à travers le territoire urbain, sociale (répartition des classes sociales sur ce territoire...), institutionnelle (fonctionnement du tribunal échevinal...), juridique (droit immobilier...), etc. se verront enrichis par l'utilisation de cet outil informatique. Et, si l'on quitte le cadre urbain liégeois au sens strict, c'est tout un territoire, celui de l'ancienne Principauté de Liège, dont les limites s'étendaient aussi au Limbourg (belge et néerlandais) qui se voit reconsidéré sur les plans prosopographique, toponymique, onomastique, lexicologique (étude des termes juridiques), dans une perspective pluri- et interdisciplinaire privilégiée à bon droit par la recherche actuelle. A ce titre, le programme de recherches peut permettre d'inscrire la Wallonie dans la dynamique développée, ces dernières années, chez nos voisins européens (France, Pays-Bas, Royaume-Uni...), dans le domaine de l'histoire urbaine.

Et la suite...

Si nous sommes conscients de l'énormité de la tâche – loin de nous l'idée de vouloir couvrir toute la série des *œuvres* jusqu'en 1797 –, nous sommes d'avis que le travail produit grâce au financement accordé par le FRFC puis par le Service public de Wallonie permet et continuera de permettre de relancer une dynamique favorable à l'historiographie liégeoise au sens large du terme. La base de données est, dès à présent, un modèle d'innovation, de pro-activité, de transversalité, de durabilité et de diffusion. C'est pourquoi, le Service public de Wallonie a décidé d'attribuer au Département des Sciences historiques de l'Université de Liège pour 2011 un nouveau marché de service, afin de poursuivre ce programme de recherches, preuve de l'intérêt que lui portent les deux institutions.

Avec la collaboration de Cédric Rousseau.

Bibliographie

- COURA G., 2008. Liège/Liège : premiers pas du mariage entre Archives et Archéologie, la reconstitution du parcellaire médiéval et moderne autour du « Seigneur d'Amay », *Chronique de l'Archéologie wallonne*, 15, p. 143-148.
- COURA G. & DENOËL S., 2006. La clé des archives des Echevins de la Souveraine justice de Liège : élaboration et utilisation d'un outil informatique, *Archaeologia Mediaevalis*, 29, p. 35-37.
- DENOËL S., 2005. La clé des archives des Echevins de la Souveraine justice de Liège : élaboration et utilisation d'un outil informatique, *Bulletin du Réseau des Médiévistes belges de Langue française*, fasc. 12-13, p. 18-19.

- MARCHANDISSE A., 2010. La noblesse en milieu urbain dans l'espace mosan (XIII^e-XV^e siècles). In : DUTOUR T., *Les Nobles et la ville dans l'espace francophone (XIV^e-XV^e siècles). Actes de la Table ronde à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV) – Équipe de recherches d'histoire médiévale (E.A. 2556 « Jeux et enjeux des pouvoirs, V^e-XV^e siècles »)*, 17 décembre 2005, Paris (Cultures et civilisations médiévales, 48) p. 59-74.
- MARCHANDISSE A. & COURA G., 2010. Les lendemains des guerres burgondo-liégeoises du XV^e siècle.

In : TOUREILLE V. & PERNOT F. (dir.), *Actes du colloque Lendemain de guerre... Réflexions sur « l'après » de l'Antiquité au monde contemporain : les hommes, l'espace et le récit, l'économie et le politique*, Université de Cergy-Pontoise, 9-11 octobre 2008, p. 289-307.

- VOETS J., 2009. The key to the scabinal archives of Liège (1409-1797) : an opportunity for new perspectives in the History of Liège. In : *The Fourth Flemish-Dutch Conference, Economic and Social History of the Low Countries before 1850*, Leyde (texte en ligne <http://www.lowcountries.nl/>).

L
G

TOUT
PERI